

| STOCAMINE |

# Hulot ordonne une étude sur le déstockage

Sensible aux arguments du député haut-rhinois Bruno Fuchs (LREM), le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot vient d'ordonner l'étude de la possibilité technique d'un déstockage quasi complet du site Stocamine de Wittelsheim. Les conclusions seront attendues pour la fin de l'année.

Emmanuel Delahaye

Le mois dernier, les députés LREM Bruno Fuchs (Haut-Rhin) et Vincent Thiébaud (Bas-Rhin) obtenaient de l'Assemblée nationale la mise en place d'une mission parlementaire à propos du site Stocamine de Wittelsheim (L'Alsace du 28 mars). Une nouvelle avancée, plus importante encore, a été officialisée ce mardi, peu avant 20 h, par un communiqué de la préfecture du Haut-Rhin cosigné par le préfet Laurent Touvet, le député Bruno Fuchs, le président de Mulhouse Alsace Agglomération Fabian Jordan et le maire de Wittelsheim Yves Goepfert.

Sensible aux arguments développés par Bruno Fuchs, ainsi que par d'autres élus haut-rhinois - 12 d'entre eux se sont constitués mi-janvier en « groupement référent » sur le sujet -, le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot a décidé à la fin de la semaine dernière de faire étudier la faisabilité technique d'un déstockage quasi complet du site. Rappelons que quelque 44 000 tonnes de déchets ultimes se trouvent

pour l'heure dans les galeries de l'ancienne mine de potasse Joseph-Else.

## « La piste la plus évidente »

Un déstockage « quasi complet » seulement, car le bloc 15, touché par un incendie le 10 septembre 2002, restera a priori hors du champ de cette étude. Le député de la 6<sup>e</sup> circonscription du Haut-Rhin ne fait pas la fine bouche pour autant : « Tout le monde dans ce dossier est d'accord pour dire que la protection de la nappe phréatique est la priorité absolue. Mais alors pourquoi l'étape suivante du raisonnement consiste-t-elle systématiquement à savoir comment confiner les déchets au maximum ? On saute une étape ! Depuis 15 ans, personne, ni les politiques, ni les experts, n'a jusqu'ici envisagé la piste la plus évidente, la plus simple : pour protéger la nappe, il faut enlever les déchets. »

« Je ne dis pas que ce sera possible à coup sûr, tempère Bruno Fuchs, ni



Le déstockage de 95 % des déchets mercuriels, soit 2270 tonnes sur les 44 000 tonnes enfouies à Wittelsheim, s'est achevé au mois de novembre dernier.

Archives L'Alsace/Thierry Gachon

que le scénario du déstockage sera finalement retenu par les experts mandatés par le ministre, mais au moins, on va enfin instruire ce scénario. On va regarder ce qui est faisable techniquement, dans quels délais et avec quels coûts. Pour l'instant, personne n'en sait rien et aucun des chiffres avancés n'est étayé. Le délai de 15 ans soi-disant nécessaire pour réaliser un déstockage complet, je ne sais même pas d'où il sort, par exemple. C'est peut-être bien 15 ans, mais peut-être seulement trois. Qui sait ? Idem pour le coût exact de l'opération. Personne ne peut dire aujourd'hui si cela coû-

terait un milliard d'euros ou 50 millions. »

## « Rien d'irréversible ne se fera d'ici fin 2018 »

Les conclusions de l'étude décidée par Nicolas Hulot devront être rendues avant fin 2018. Si elles concluent à des délais et des coûts de déstockage trop élevés, sans doute faudra-t-il se résoudre alors à un confinement définitif, le temps qui passe aggravant les risques de contamination de la nappe. Au moins le fera-t-on alors en connaissance de

cause. Dans l'hypothèse inverse, la piste du déstockage regagnera toute sa pertinence...

Autre point essentiel : le député du Haut-Rhin assure avoir obtenu la garantie que l'étude sera confiée à des personnalités qualifiées dépourvues du moindre lien d'intérêts avec Stocamine : il est question de membres du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), appuyés par des experts étrangers. « L'idée, reprend Bruno Fuchs, c'est de faire travailler simultanément sur deux scénarios, celui du déstockage et celui du confinement, afin de ne pas

perdre davantage de temps. »

Dans le détail, la commande passée par le ministre de la Transition écologique se compose de quatre chapitres : préciser la nature des déchets stockés, ainsi que leur impact potentiel sur la nappe en cas d'absence de confinement efficace ; clarifier le calendrier de réalisation des différents « bouchons » censés, le cas échéant, assurer le confinement du site ; expertiser le délai mis en avant par les MDPA pour remonter l'ensemble des déchets hors bloc 15 (c'est-à-dire le fameux délai de 15 ans) ; se reposer enfin la question du délai de rebouchage des puits, une période de surveillance *in situ* de quelques années pouvant s'avérer utile pour mieux gérer le comportement à long terme du stockage.

Quoi qu'il en soit au final, « rien d'irréversible ne sera fait d'ici fin 2018 », conclut avec satisfaction Bruno Fuchs.



Le député Bruno Fuchs sur le site en décembre 2017. Archives L'Alsace/Christelle Didierjean

## Alain Rollet, de Stocamine à Cigéo

Certains partisans d'un déstockage complet du site Stocamine glissent l'information presque en catimini : Alain Rollet, actuel liquidateur du site, possède une autre « casquette » liée à un dossier environnemental hautement polémique. M. Rollet est en effet membre du comité industriel de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), laquelle pilote le projet Cigéo, récemment approuvé par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Pour mémoire, le projet en question consiste à enfouir quelque 200 000 « colis » de déchets nucléaires ultimes à Bure (Meuse).

CONSUMMATION

## Les asperges bientôt sur les tables

Elle est parfaitement dans les temps. Boosté par le soleil, l'asperge alsacienne a commencé à pointer ses turions. Les consommateurs pourront la déguster d'ici à la fin de la semaine.

La saison 2018 a été lancée hier à Horbourg-Wihr par l'association pour la promotion de l'asperge d'Alsace. « Je pense que le calendrier est respecté, indique Jean-Charles Jost, président de l'association et agriculteur à Biltshheim. Toutes les parcelles sont bâchées et commencent à produire. » Les 46 producteurs indépendants et la coopérative de Hoerdt qui en sont adhérents sont soumis à une charte de qualité. « Nous avons la chance d'avoir un terrain donnant des asperges de haute qualité et de bénéficier d'un bassin de clients fidèles. » Chaque année, les agriculteurs alsaciens produisent 2000 tonnes de ce légume printanier. L'asperge blanche représente près de 100 % de la récolte.



À Horbourg-Wihr, la ferme Mériaux a commencé à récolter l'asperge lundi.

Photo DNA/Nicolas Pinot

Les cultivateurs craignent cependant la concurrence. « Ce qui m'inquiète, c'est le télécopage avec d'autres régions. En matière de prix de vente

(autour de 10 € la premium en début de campagne), la production alsacienne ne pourra pas rivaliser avec les régions du sud ou l'Allemagne. Nous n'avons pas les mêmes charges, les

mêmes structures. » Les producteurs sont confrontés à un autre problème : la difficulté de trouver des saisonniers. « C'est un boulot physique à effectuer presque par tous les temps. » M. F.

ENVIRONNEMENT

## Alsace Nature toujours en lutte

L'assemblée générale de l'association Alsace Nature s'est tenue samedi dernier à Mutttersholtz, village élu « capitale française de la biodiversité 2017 ». Dix ans après avoir quitté les instances dirigeantes de l'association pour s'engager à la mairie de Mutttersholtz, Patrick Barbier a retracé dix années de combats et de collaborations pour la biodiversité du Ried. Dans un discours très politique, Daniel Reininger, président d'Alsace Nature, est revenu sur l'année écoulée. « Nicolas Hulot est le ministre des moins mauvaises solutions. On attend le ministre des bonnes solutions. En cédant sur Notre-Dame-des-Landes, ce gouvernement veut rester ferme sur le GCO pour se refaire une crédibilité. C'est le grou-

pe Vinci qui est à la fête, pas le citoyen. Le GCO a été l'un de nos combats en 2017, il le restera en 2018. »

### Déficit de 50 000 €

Avec plus de 2000 membres et 500 associations partenaires, les sujets de préoccupation ne manquent pas en Alsace, de la classification du massif forestier de La Robertsau, à Strasbourg, à la lutte citoyenne contre l'agrandissement de la prison de Luttrach, en zone à risque d'inondation, sans oublier le démantèlement de la centrale de Fessenheim et la protection des forêts attenantes. Accusant un déficit de près de 50 000 € à cause des baisses de subventions, l'as-



Jean-Claude Claverie, vice-président du Bas-Rhin, Christian Uhrweiller, vice-président du Haut-Rhin, Marie Hoffstess, secrétaire et Daniel Reininger, président.

Photo DNA/Michel Koebel

sociation régionale se veut plus combative que jamais, appelant à la mutualisation des forces et au développement des partenariats citoyens, associatifs et politiques.

INDUSTRIE

## Liebherr : exercice record avec près de 10 milliards d'euros

Liebherr a réalisé en 2017 le plus gros chiffre d'affaires de son histoire. Le groupe familial, présent à Colmar et Niederhergheim avec 2351 personnes, a vu ses recettes croître de 9,3 %.

Isabelle Nassoy

C'est une année faste pour le groupe Liebherr, qui a vu tous ses secteurs d'activité prospérer. L'entreprise germano-suisse surfe sur la reprise. Les divisions engines de construction et exploitation minière ont vu leur chiffre d'affaires bondir de 14,5 % pour atteindre 6,182 milliards d'euros, soit les deux tiers du total.

C'est une bonne nouvelle pour Colmar, qui fait partie de ces deux branches avec Liebherr France, l'usine historique de pelles hydrauliques de moins de 100 tonnes, et Liebherr Mining, dédiée au secteur minier avec la fabrication de grosses pelles, ainsi qu'une unité de composants.

### Le boom de l'Allemagne

En 2017, les deux sites colmariens (terrassment + mining) ont produit un total de 1450 machines. « L'activité redémarre. Mais il y a des usines qui font d'autres produits (chargeurs, grues mobiles) moins exposés à la concurrence que les pelles sur chenilles fabriquées à Colmar. Le secteur des grosses pelles minières trouve également une rentabilité avec les pièces de rechange », observe un représentant syndical de Liebherr France (1300 personnes).

Les autres activités du groupe (grues maritimes, aérospatial, ferroviaire, machines-outils, appareils ménagers, composants et hôtels) progressent plus modestement.



Le marché des engins de construction a contribué à la croissance en 2017.

Archives L'Alsace/Hervé Kietwasser

ment de 1,5 %, à 3,663 milliards d'euros.

Liebherr fait état d'une croissance particulièrement forte en Europe de l'Ouest, tirée par les marchés allemand et français en plein essor. Les affaires ont également été très positives dans les pays de l'Est, notamment en Russie. Sur les marchés plus lointains, Extrême-Orient, Australie et Amérique, les performances ont été supérieures à l'année précédente. En revanche, le chiffre d'affaires est en repli au Moyen-Orient et en Afrique.

### Un bon niveau de commandes

Au final, le groupe a enregistré un résultat annuel de 331 millions d'euros, en hausse de 33 millions d'euros, ce qui représente une

amélioration de la rentabilité de plus de 11 % sur un an. « En revanche, indique le communiqué de la société, le résultat financier n'a pas égalé le niveau de l'année précédente, en raison de taux de change moins favorables. »

L'an dernier, Liebherr a créé 1561 emplois, ce qui porte son effectif à 43 689 personnes dans le monde entier.

Au cours de l'exercice, le groupe a réalisé des investissements pour un montant de 749 millions d'euros. Pour 2018, l'entreprise s'attend à une nouvelle progression de son chiffre d'affaires, à la faveur notamment du dynamisme du secteur minier et du bâtiment. Des prévisions qui s'appuient sur un très bon niveau de commandes.